



I- UN CADRE LÉGAL PROTECTEUR

Les édifices affectés au culte lors de la promulgation de la loi du 9 décembre 1905 et les meubles les garnissant deviendront la propriété des communes sur le territoire desquelles ils sont situés, s'ils n'ont pas été restitués ni revendiqués dans le délai légal.

Loi du 9 décembre 1905, art. 9, §1

Jusqu'en 1801, les églises sont la propriété des évêchés. La loi du 8 avril 1802 définit un Concordat, conclu entre le pape Pie VII et l'État, permettant de reconnaître quatre cultes (catholique, réformé, luthérien, israélite), organisés en service public. Dès lors, l'État est propriétaire des édifices religieux, les construit et les entretient, de même qu'il loge et salarie le clergé. La loi du 9 décembre 1905 abolit les dispositions du Concordat en garantissant notamment le libre exercice des cultes - « *ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte* ». La loi du 2 janvier 1907 précise que les églises paroissiales construites avant 1905 sont propriétés des communes et affectées gratuitement aux diocèses qui en reçoivent l'utilisation exclusive et perpétuelle. Les cathédrales, quant à elles, restent propriété de l'État.

1- LE SENS DE L'AFFECTATION

Les édifices affectés à l'exercice du culte, ainsi que les meubles les garnissant, continueront [...] à être laissés à la disposition des fidèles et des ministres du culte pour la pratique de leur religion.

Loi du 25 janvier 1907, art. 5, §1

La loi de Séparation reconnaît l'affectataire, soit le prêtre nommé légitimement par l'évêque du diocèse en qualité de curé de la paroisse. L'affectataire est celui qui a « l'usage » de l'église, et lui seul. Il est le garant de la bonne conformité du culte.

L'affectation s'entend de l'église, de toutes ses parties composantes (clocher, tribune et sacristie) et de son mobilier. Elle est exclusive au profit du culte et immuable en elle-même. Tout autre usage est hors de la légalité. L'affectation est légale, gratuite, permanente et perpétuelle. L'utilisation extra-culturelle d'une église communale dépend exclusivement des autorités religieuses locales.

2- LA PROTECTION DES ÉDIFICES ET DE LEUR MOBILIER

Les biens du domaine public sont inaliénables et imprescriptibles.

Code du domaine de L'État, art. L52

L'inaliénabilité protège l'affectation. En vertu de ce postulat, la cession des biens du domaine public est impossible. Selon le principe d'imprescriptibilité, une personne privée ne peut s'approprier un bien du domaine public.

• La protection au titre des Monuments historiques

La loi du 31 décembre 1913, relative aux Monuments historiques apporte une protection particulière aux biens immobiliers et mobiliers, quel que soit leur propriétaire, en leur conférant un caractère d'imprescriptibilité. Les biens classés ou inscrits font l'objet d'une réglementation particulière.

LISTE DES ÉGLISES NIÇOISES PROTÉGÉES ET TYPES DE PROTECTION

| DOYENNÉ | MONUMENT HISTORIQUE | PROPRIÉTAIRES |
|---|--------------------------------------|------------------------|
| DOYENNÉ DE NICE-CENTRE | | |
| Basilique-cathédrale Sainte-Marie Sainte-Réparate | Classée MH par arrêté du 09/08/1906 | État |
| Paroisse Saint-Jean-XXIII | | |
| Église Saint-Martin Saint-Augustin | Classée MH par arrêté du 04/02/1946 | Commune |
| Église Saint-Jacques-le-Majeur (dite du Gesù) | Classée MH par arrêté du 25/10/1971 | Commune |
| Église de l'Annonciation (dite de Sainte-Rita) | Classée MH par arrêté du 03/02/1942 | État |
| Paroisse Saint-Ambroise | | |
| Église Saint-Philippe Néri | Inscrite MH par arrêté du 27/11/1964 | Commune |
| DOYENNÉ DE NICE-NORD | | |
| Paroisse Saint-Jérôme | | |
| Église Sainte-Jeanne d'Arc | Classée MH par arrêté du 12/06/1992 | Association diocésaine |
| Paroisse du Bon-Pasteur | | |
| Église Saint-Sauveur (Gairaut) | Inscrite MH par arrêté du 25/06/1951 | Commune |
| Paroisse Sainte-Marie-des-Anges | | |
| Église Notre-Dame de Cimiez | Classée MH par arrêté du 04/05/1993 | Commune |
| DOYENNÉ DE NICE-EST | | |
| Paroisse Saint-François-de-Sales | | |
| Église Saint-Roch | Classée MH par arrêté 16/11/1984 | Commune |
| Abbatiale de Saint-Pons | Classée MH par arrêté du 03/05/1913 | Commune |
| Paroisse Notre-Dame-Auxiliatrice | | |
| Église Notre-Dame-Auxiliatrice | Classée MH par arrêté du 22/03/2017 | Salésiens de Don Bosco |
| Paroisse de la Sainte-famille | | |
| Église Notre-Dame du Port | Inscrite MH par arrêté du 11/02/1991 | Commune |
| DOYENNÉ DE NICE-OUEST | | |
| Paroisse Saint-Luc | | |
| Église Sainte-Hélène | Inscrite MH par arrêté du 25/06/1951 | Commune |



LISTE DES ÉGLISES COMMUNALES SANS PROTECTION

| |
|---|
| DOYENNÉ DE NICE-CENTRE |
| Paroisse Saint-Jean-XXIII |
| Église Saint-François-de-Paule |
| Paroisse Notre-Dame de l'Assomption |
| Basilique Notre-Dame |
| Paroisse Saint-Jean-Baptiste |
| Église Saint-Jean-Baptiste, dite du Vœu |
| Paroisse Saint-Ambroise |
| Église Saint-Pierre-d'Arène |
| DOYENNÉ DE NICE-NORD |
| Paroisse Saint-Jérôme |
| Église Saint-Pierre-de-Féric |
| Paroisse du Bon Pasteur |
| Église Saint-Barthélemy |
| Église Saint-Pancrace |
| Chapelle du Saint-Curé-d'Ars |

| |
|--|
| DOYENNÉ DE NICE-EST |
| Paroisse Saint-François-de-Sales |
| Chapelle Saint-Charles |
| DOYENNÉ DE NICE-OUEST |
| Paroisse Saint-Vincent, diacre |
| Église Saint-Antoine-Ginestière |
| Église Saint-Roman-de-Bellet |
| Chapelle Sainte-Bernadette de Ventabrun |
| Paroisse Saintes-Marguerite |
| Église Notre-Dame-du-Rosaire (Saint-Isidore) |
| Chapelle Sainte-Marguerite |
| Chapelle Saint-Isidore |
| Chapelle Saint-Sauveur |
| Paroisse Saint-Luc |
| Église Sainte-Marie-Madeleine |
| Chapelle Notre-Dame-de-la-Madonette |

• L'inventaire de 1906, les inventaires

Il sera procédé par les agents de l'administration des domaines à l'inventaire descriptif et estimatif :

1. Des biens mobiliers et immobiliers des-dits établissements ;
2. Des biens de l'État, des départements et des communes dont les mêmes établissements ont la jouissance.

Ce double inventaire sera dressé contradictoirement...

Loi du 9 décembre 1905, art. 3

L'inventaire établi par les Domaines, en 1906, demeure la source de référence. Toutefois, son manque de précision ne permet pas, dans bien des cas, de déterminer catégoriquement les pièces inventoriées.

Il s'entend communément que :

- Tout objet antérieur à 1905 est propriété de la commune.
- Tout objet acquis ou donné après 1905, appartient à l'Association diocésaine.

L'inventaire du mobilier de tous les édifices appartenant à la commune, protégé ou pas, est en cours. La Cellule biens patrimoniaux historiques (CBPH) de la Direction des Patrimoines de la Ville de Nice travaille de concert avec la Conservation des antiquités et des objets d'art (CAOA) des Alpes-Maritimes et la Commission diocésaine d'Art sacré de Nice (CDAS), en étroite collaboration avec la Conservation régionale des Monuments historiques (CRMH) et la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de la région Sud PACA.

OÙ PEUT-ON TROUVER
CES REGISTRES D'INVENTAIRE
DE 1906 ?

Aux Archives départementales des Alpes-Maritimes (ADAM) – série V : Archives de l'administration des domaines.

Aux Archives diocésaines (AD) – série P : fonds des paroisses.

L'inventaire des Monuments historiques apporte souvent une réponse précise pour les biens inscrits ou classés ; un descriptif et parfois des photographies sont disponibles sur : <https://www.pop.culture.gouv.fr>

| NUMERO D'ORDRE DES ARTICLES (Série parti- culière pour chaque objet) | DATES DES INSCRIPTIONS | DESCRIPTION DES OBJETS. | NOMBRE DES OBJETS. | VALEUR D'ACHAT OU D'ÉVALUATION. | INDICAT R DANS AL OR |
|---|---------------------------|---|-----------------------|--|-------------------------------|
| | | <u>Première' section'</u> <u>Ornements</u> 3 ^{ème} catégorie Ornements complets. | | | |
| | | Grand paremental, composé d'une chasuble - deux dalmatiques - trois chapes avec leurs étoles et manipules. Le tout en drap d'or, renfermé dans une armure en bois de noyer. | 1. | | no |
| | | Paremental blanc, broché, or et fleurs, composé d'une chasuble - deux dalmatiques - une chape - étoles et manipules. | 1 | | bon |
| | | Paremental violet, broché argent - chape - chasuble - deux dalmatiques - étoles - manipules - deux écharpes. | 1 | | bon |
| | | Paremental noir, broché soie blanche - chape - chasuble - deux dalmatiques - étoles, manipules. | 1 | | bon |
| 4 bis | | Ornement rouge, galon argent en talon - chape et dalmatique. | 1 | | bon |
| 5 | | Ornement noir en velours - chape - chasuble - deux dalmatiques - étoles et manipules. | 1 | | presq |
| 6 | | Ornement rouge, chasuble - dalmatiques. | 1 | | bon |
| 7 | | Ornement rose - chape - chasuble - dalmatique. | 1 | | bon |
| 8 | | Dalmatiques blanches, fleuries. | 2 | | us |
| 9 | | Ornement noir velours coton - chape - dalmatiques. | 1 | | us |

3- LES BIENS IMMEUBLES ET LES BIENS MEUBLES

*Tous les biens sont meubles ou immeubles.
Code civil, art. 516*

Tous les biens relèvent de l'une de ces deux catégories.
Pour établir la distinction entre les meubles et les immeubles, un des critères retenus est un critère physique : la fixité ou non du bien.

- Les biens immeubles

*Les biens sont immeubles, ou par leur nature, ou par leur destination, ou par l'objet auquel ils s'appliquent.
Code civil, art. 517*

Un bien ne pouvant être déplacé est immeuble par nature. Un bien meuble rattaché à l'immeuble de manière fixe et dont la séparation nécessite un descellement, un démontage ou une dénaturation des lieux est immeuble par destination.

Dans les églises, entrent dans cette catégorie : les retables en pierre, les chaires à prêcher, les vitraux en place, les autels scellés, les peintures murales et les fresques, les boiseries et les lambris, les statues colonnes et les statues placées dans des niches pratiquées exprès pour les recevoir, certaines peintures, les cloches et les orgues.

- les biens meubles

*Sont meubles par leur nature les biens qui peuvent se transporter d'un lieu à un autre.
Code civil, art. 528*

Dans les églises, sont considérés comme biens meubles : les meubles mobiles (crédences, chaises, bancs, autels mobiles, confessionnaux non fixés aux murs), les livres liturgiques (missels, lectionnaires, rituels, antiphonaires, livres de chants...), les objets (orfèvrerie, chandeliers, vases sacrés, statues non fixées et certains tableaux) et la paramentique (vêtements sacerdotaux, tentures, ornements).





II- UN INDISPENSABLE DIALOGUE

Les lois de 1905 et de 1907 ont établi un véritable partenariat entre commune propriétaire et curé affectataire. La commune est propriétaire de l'édifice lui-même et des meubles le garnissant. Depuis 1905, elle ne peut disposer des églises mises à la disposition du clergé et des fidèles.

Du dialogue et de la concertation dépendent la conservation et la mise en valeur des édifices et de leur mobilier.

1- LES ACTEURS

• La Commission diocésaine d'Art sacré (CDAS)

Dans un diocèse, la Commission diocésaine d'Art sacré est un organisme de gouvernement pastoral, à la croisée de la liturgie, de l'art et du droit. Instituée par le concile Vatican II, cette Commission est présidée par l'évêque qui en nomme ses membres (CSL n°46). Elle a pour mission de veiller à l'aménagement des églises tel que demandé par le Concile ; d'accompagner les projets de restauration, d'aménagement ou de création, d'être en relation avec les propriétaires des églises construites avant 1905 et avec les administrations civiles concernées lorsqu'il s'agit d'édifices ou d'objets d'art classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques. Elle joue également un rôle de conseil auprès des prêtres affectataires et des paroissiens pour la conservation, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine. Elle favorise la formation du clergé, des séminaristes et des paroissiens dans le domaine de l'Art sacré.

• Les services municipaux : la Direction des Patrimoines (DP) et la Direction des Bâtiments (DB)

Nouveau pôle de la Direction des Patrimoines de la Ville de Nice, la Cellule biens patrimoniaux historiques (CBPH), créée fin 2018, a pour mission de contribuer aux projets de mise en valeur du patrimoine de la collectivité. Son action s'étend sur les biens bâtis et mobiliers dans une démarche de conservation et/ou de restauration, en conjuguant les exigences du Code du patrimoine et du Ministère de la Culture aux intérêts municipaux. En lien direct avec la Conservation régionale des Monuments historiques, les architectes en chef des Monuments historiques, les architectes des bâtiments de France et

les services techniques communaux et métropolitains, elle suit les chantiers en cours et prépare des dossiers documentés en vue, notamment, d'inscription ou de classement d'objets ou de bâtiments à la liste de l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques. La Cellule travaille plus particulièrement avec la Direction des Bâtiments métropolitains, elle-même en charge des projets et travaux sur les édifices.

Outre ces coopérations, la CBPH œuvre à la création d'une base de données regroupant des documents d'archives et techniques ainsi qu'une photothèque recensant l'ensemble des biens patrimoniaux historiques communaux.

• La Conservation des antiquités et objets d'art (CAOA)

Créée en 1908, la Conservation des antiquités et objets d'art, représentée dans chaque département par un conservateur assisté d'un ou plusieurs conservateurs-délégués, a pour rôle de recenser et de protéger les objets culturels relevant du domaine public. Le CAO A a la charge du récolement, obligation légale qui consiste à vérifier les biens classés et inscrits au moins tous les cinq ans ainsi qu'à apprécier les conditions de conservation et de sécurité dans lesquelles se trouvent les objets protégés. Il instruit également les demandes de protection supplémentaire à l'inventaire des Monuments historiques faites par les propriétaires, les affectataires et la Conservation régionale des Monuments historiques.

• La Commission Ville-Evêché

Elle se réunit deux fois par an pour faire le point sur les opérations réalisées dans les édifices culturels et connaître les programmes structurels ou pluriannuels de travaux.